

**Assemblée générale**

Distr. générale
21 novembre 2014
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-dixième session,
(25-29 août 2014)**

N° 29/2014 (République bolivarienne du Venezuela)

Communication adressée au Gouvernement le 19 juin 2014

Concernant: Juan Carlos Nieto Quintero

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication du Groupe de travail.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102 et l'a prorogé d'une période de trois ans en vertu de sa résolution 15/18 du 30 septembre 2010. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-22770 (F) 181214 191214



* 1 4 2 2 7 7 0 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Juan Carlos Nieto Quintero, capitaine à la retraite de la Garde nationale bolivarienne devenu directeur d'une entreprise de sécurité privée, a été arrêté le 2 avril 2014 au centre commercial Plaza Las Américas, à Caracas (dans le quartier d'El Cafetal), par trois personnes qui se sont présentées comme des agents de la Direction du renseignement militaire (DRM), puis conduit à un poste de commandement de la Garde nationale dans le quartier de Caracas dit de Maripérez. M. Nieto Quintero a été appréhendé en présence de son épouse, Bethzaida, qui a été mise en joue, et de leur fille de 2 ans.

4. De là, M. Nieto Quintero a été transféré vers d'autres centres militaires, où on lui aurait fait subir des tortures pendant près de trente heures, afin qu'il dénonce des membres de la Garde nationale hostiles au Gouvernement. Les auteurs de ces actes parlaient avec l'accent d'un autre pays d'Amérique du Sud et M. Nieto Quintero aurait reconnu parmi eux un capitaine de frégate avec qui il avait fait ses études. Selon ses dires, les questions posées par ses bourreaux tournaient essentiellement autour des opinions politiques du capitaine Caguaritano Scott, du général Baduel et d'un officier connu sous le nom d'«El Llanero».

5. Selon la source, des agents de la DRM ont téléphoné à sa famille en se faisant passer pour des ravisseurs et ont exigé le versement de 200 000 bolívares (environ 31 780 dollars É.-U.) en échange de sa libération. Au total, ils ont effectué huit appels, à partir des numéros 0424-1004853, 0424-2741566 et 0424-2255682.

6. Le 4 avril 2014, M. Nieto Quintero a été conduit à l'hôpital militaire de Caracas pour être soigné pour traumatisme crânio-cérébral, hématomes, hémorragies et autres lésions graves occasionnées par les tortures subies au cours de sa détention.

7. La source affirme que les médecins ayant soigné M. Nieto Quintero ont signé un certificat attestant de ses lésions. Cependant, les fonctionnaires de la DRM ont sollicité d'autres médecins, ne l'ayant pas examiné, et leur ont enjoint de signer des certificats attestant de son bon état de santé et de sa capacité à réintégrer le centre de détention.

8. M. Nieto Quintero est ensuite sorti de l'hôpital et a été conduit à un centre de détention militaire de la DRM, où on lui aurait refusé l'accès à un traitement médical et à tout médicament. Il se trouverait actuellement au siège de la police militaire, au Fort Tiuna.

9. La source ajoute que c'est seulement une fois que M. Nieto Quintero s'est trouvé à l'hôpital militaire de Caracas qu'on lui a présenté un mandat d'arrêt, émanant du juge du troisième tribunal de contrôle militaire, pour commission présumée de l'infraction de rébellion militaire.

10. Selon la source, la détention de M. Nieto Quintero avait pour seul but de faire pression sur lui, y compris au moyen d'actes de torture, afin de lui soutirer les noms des membres de la Garde nationale hostiles au Gouvernement. Sa détention est, par conséquent, arbitraire.

11. Au moment de son arrestation, on ne lui aurait montré aucun mandat d'arrêt émanant d'un tribunal ou d'une autorité compétente. On ne l'aurait pas non plus informé des charges pesant contre lui ni du lieu vers lequel il serait transféré. L'arrestation s'est faite dans la violence, y compris à l'égard de son épouse, enceinte, et sous les yeux de la fille du couple, âgée de 2 ans.

12. La source exprime de sérieuses craintes pour l'intégrité physique et psychologique de l'intéressé, étant donné qu'il aurait subi des tortures ayant entraîné un traumatisme crânio-cérébral, des hématomes, des hémorragies et d'autres lésions graves. Les actes de torture auraient compris notamment des chocs électriques sur les testicules et sur le torse, des brûlures de cigarettes et des coups de crosse portés au visage et sur d'autres parties du corps. Il n'aurait bénéficié d'aucun traitement médical pour les lésions subies du fait de ces tortures; il n'aurait pas non plus reçu de médicaments.

Réponse du Gouvernement

13. Dans une lettre datée du 19 juin 2014, le Groupe de travail a adressé une communication au Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, lui demandant de lui faire parvenir des renseignements détaillés et utiles sur ces allégations en précisant les fondements légaux justifiant l'arrestation et le maintien en détention de Juan Carlos Nieto Quintero. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu à cette communication. Étant donné qu'il n'a pas réfuté la véracité des informations présentées par la source, le Groupe de travail considère à première vue ces informations comme étant fiables.

Délibération

14. Le 2 avril 2014, Juan Carlos Nieto Quintero a été appréhendé au centre commercial Plaza Las Américas, dans le quartier d'El Cafetal, à Caracas, par trois agents de la DRM, puis conduit dans un bâtiment de la Garde nationale, dans la zone dite de Maripérez, à Caracas. M. Nieto Quintero n'a alors été ni informé des motifs de sa détention, ni informé sans délai des charges pesant contre lui, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

15. M. Nieto Quintero est un capitaine à la retraite de la Garde nationale bolivarienne qui a été victime de persécution politique entre 2000 et 2011, après que lui et son frère, Javier Nieto Quintero, eurent exercé leur liberté d'expression pour critiquer le Gouvernement, en particulier la participation d'étrangers dans l'armée du pays. Les deux frères ont été jugés pour rébellion militaire par une cour martiale, qui les a innocentés. Javier Nieto Quintero avait néanmoins été incarcéré. Après avoir purgé sa peine, celui-ci a demandé l'asile aux États-Unis d'Amérique. Juan Carlos Nieto Quintero, quant à lui, a quitté l'armée.

16. M. Nieto Quintero a été arrêté moyennant un usage disproportionné de la force et il a été transféré dans un centre militaire où il a été torturé durant plus de trente heures, subissant notamment des chocs électriques sur les testicules et sur le torse, des brûlures de cigarettes ainsi que des coups de crosse sur le visage et sur d'autres parties du corps. Les auteurs de ces tortures cherchaient à obtenir de lui des informations sur les opinions politiques d'un certain général, d'un capitaine et d'un officier de la Garde nationale. Par suite de ces tortures, M. Nieto Quintero a été transféré le 4 avril à l'hôpital militaire de Caracas pour être soigné pour traumatisme crânio-cérébral, hématomes, hémorragies

et autres lésions graves. Il n'appartient pas au Groupe de travail de déterminer si, juridiquement parlant, M. Nieto Quintero a été victime de torture; pour autant, il ne saurait se déclarer incompétent face à un signalement de cette nature, faisant apparaître à première vue une violation de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lequel est étroitement lié aux articles 9 et 14 de ce même instrument.

17. Alors que M. Nieto Quintero se trouvait à l'hôpital militaire de Caracas, un mandat d'arrêt délivré par le juge du troisième tribunal de contrôle militaire, pour commission présumée de l'infraction de rébellion militaire, lui a été présenté. Par la suite, M. Nieto Quintero a été détenu dans un centre de détention militaire, puis au siège de la police militaire, au Fort Tiuna.

18. Le Groupe de travail partage l'avis de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, qui est que la justice militaire doit être réservée aux seuls militaires en service actif, ce qui exclut les militaires retraités et les civils. Ce critère a même été reconnu par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans une affaire contre la République bolivarienne du Venezuela¹. Le Comité des droits de l'homme a de même déclaré: «le jugement de civils par des tribunaux militaires ou d'exception peut soulever de graves problèmes s'agissant du caractère équitable, impartial et indépendant de l'administration de la justice»², ce qui est contraire aux obligations internationales de l'État. Par conséquent, le Groupe de travail considère que le fait que M. Nieto Quintero – en sa qualité de civil et d'ex-militaire – a été soumis à une procédure devant une juridiction militaire porte atteinte à son droit d'être jugé par un tribunal compétent, consacré au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

19. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail estime que la détention de M. Nieto Quintero est arbitraire dans la mesure où le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela n'a pas su établir le fondement légal invoqué pour justifier sa privation de liberté. Il semblerait que sa détention soit motivée par ses déclarations et critiques passées concernant l'armée et plus particulièrement concernant la participation d'étrangers aux processus décisionnels de cette institution.

20. De plus, la détention de M. Nieto Quintero est aussi arbitraire en raison de graves manquements aux normes internationales relatives au droit à un procès équitable, énoncées aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Selon les informations que le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela n'a pas contestées, M. Nieto Quintero a été appréhendé par des personnes qui, à première vue, n'avaient aucune autorisation légale ni aucun fondement juridique pour l'arrêter. Sa privation de liberté n'était en outre conforme ni à la loi ni à aucune procédure établie. L'intéressé n'a pas été informé des motifs de sa détention ni des accusations portées contre lui. Il n'a pas non plus été déféré immédiatement devant un juge pénal. Il a été informé par un tribunal militaire, en violation des obligations internationales contractées par la République bolivarienne du Venezuela. Comme indiqué précédemment, M. Nieto Quintero est un ancien militaire: il n'était plus en activité dans les forces armées, en conséquence de quoi il aurait dû être jugé par les instances civiles.

¹ Cour interaméricaine des droits de l'homme, affaire *Usón Ramírez c. Venezuela* (exception préliminaire, fond, réparations et dépens), arrêt du 20 novembre 2009, Série C n° 207, par. 111. Voir aussi affaire *Cesti Hurtado c. Pérou* (fond), arrêt du 29 septembre 1999, Série C n° 56, par. 151, et affaire *Palamara Iribarne c. Chili* (fond, réparations et dépens), arrêt du 22 novembre 2005, Série C n° 135, par. 139.

² Observation générale n° 32 (2007) concernant le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable (CCPR/C/GC/32), par. 22.

Avis et recommandations

21. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail considère que la détention de Juan Carlos Nieto Quintero est arbitraire et relève des catégories I et III des critères énoncés dans ses méthodes de travail. En conséquence, il demande que cette personne soit immédiatement libérée et il recommande que lui soit accordée une réparation intégrale.

22. Selon les informations communiquées par la source, qui n'ont pas été contredites par le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, lors de son arrestation et par la suite, M. Nieto Quintero a été victime de violations de son droit d'être traité avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine³ et de son droit de ne pas être soumis à la torture. De ce fait et conformément au paragraphe 33 a) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail considère approprié de renvoyer ces allégations au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour qu'il les examine et prenne les mesures qui conviennent.

[Adopté le 28 août 2014]

³ Voir les Observations générales du Comité n° 8 concernant le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, n° 13 concernant l'administration de la justice et n° 21 concernant le droit des personnes privées de liberté d'être traitées avec humanité.